

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Prés-Roseaux
BP 90013 - 60872 RIEUX CEDEX
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/034/26-MB/SL
Code AIOT : 0005101668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 - 60872 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 - 60872 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA à Villers-Saint-Paul exploite des installations de production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 14/04/2023, article 2	Sans objet
2	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 14/04/2023, article 3	Sans objet
3	Réduction de la consommation	AP Complémentaire du 14/04/2023, article 4	Sans objet
4	Épisodes de sécheresse	AP Complémentaire du 14/04/2023, article 5	Sans objet
5	Echéances	AP Complémentaire du 14/04/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ARKEMA respecte la consommation annuelle maximale d'eau à usage industriel qui lui est imposée par arrêté préfectoral complémentaire du 14/04/2023.

Conformément aux dispositions de cet arrêté, l'exploitant a transmis une étude technico-économique visant à réduire de 10 % sa consommation d'eau par rapport à la consommation de 2019.

Au regard des éléments de cette étude, une consommation annuelle maximale de 52 000 m³ (pour une consommation de 65 000 m³ fixée dans l'arrêté préfectoral du 14/04/2023) peut être prescrite. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint au présent rapport. Un retour de l'exploitant sur ce projet d'arrêté est attendu sous 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2023, article 2			
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation maximale			
Prescription contrôlée :			
Les prélèvements maximaux d'eau brute autorisés à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2007 sont remplacés par les valeurs suivantes :			
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune	Prélèvement maximal annuel (m3)	Ratio (m3 par tonne produite)
Rivière Oise	L'Oise	65 000	2,5
Réseau public	Villers Saint Paul	2 500	/
Constats :			
Les consommations annuelles depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté préfectoral du 14/04/2023 sont les suivantes :			
Pour l'eau de l'Oise :			
- 2024 : 52 147 m ³ ;			
- 2025 : 47 167 m ³ .			
Pour l'eau du réseau public :			
- 2024 : 1 938 m ³ ;			
- 2025 : 2 790 m ³ .			
Un léger dépassement de la consommation annuelle dans le réseau public est donc constaté en 2025.			
L'exploitant a indiqué que ce dépassement était dû à des fuites importantes sur le réseau. Des travaux de réparation ont été réalisés.			
Le relevé des consommations d'eau du réseau public est mensuel. Une fréquence plus soutenue permettrait de détecter plus rapidement la présence de fuites. En tout état de cause, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport fixe une fréquence minimale hebdomadaire pour le relevé d'eau du réseau public.			
S'agissant de l'eau de l'Oise, des relevés sont réalisés quotidiennement, comme fixé à l'article			

9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2007.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2007 est complété comme suit :</p> <p>Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; - tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur. <p>Constats :</p> <p>Les relevés de consommation d'eau à usage industriel n'étaient pas enregistrés sous GIDAF.</p> <p>Depuis l'inspection, l'exploitant a enregistré dans GIDAF les données de l'année 2025 et du mois de janvier 2026.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réduction de la consommation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude comporte a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, descriptions des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière. - Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.

- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.

- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

Constats :

Par courrier du 15/01/2024, l'exploitant a transmis une étude technico-économique portant sur la réduction de la consommation de l'eau à usage industriel.

Cette étude mentionne la mise en place d'un relevé journalier de la consommation afin de détecter au plus vite d'éventuelles fuites.

De plus, les actions suivantes sont présentées :

- l'augmentation de la température de consigne de l'eau des tours aéro-réfrigérantes (TAR) à 25° ;
- la récupération de l'eau des condensats pour alimenter les circuits de refroidissement.

La première action a déjà été mise en œuvre.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la 2ème action avait été mise en œuvre au niveau du bâtiment de production le plus consommateur (bâtiment 159). Elle a permis une réduction d'environ 4 450 m³ en 2025.

La mise en œuvre de cette action au niveau du bâtiment 158 a été repoussée car le remplacement des TAR est envisagé. Ainsi, une phase d'études sera menée en 2026 pour une mise en œuvre prévue en 2027.

La consommation d'eau à usage industriel était de 58 000 m³ en 2019.

Au regard des actions déjà mises en œuvre par l'exploitant et des consommations des dernières années, la prescription d'une consommation annuelle maximale de 52 000 m³ correspondant à une réduction de 10 % par rapport à la consommation de 2019 est possible.

De plus, en prenant en compte 340 jours de travail par an (soit environ 3 semaines d'arrêt annuel) et les pics de production, une consommation maximale journalière de 200 m³ est proposée.

Ces dispositions sont reprises dans un projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épisodes de sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2023, article 5

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de «vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 10 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 20 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours .

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'«alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 35 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours.

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en

termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % sera visée, soit une diminution du volume moyen journalier prélevé significativement supérieure à 35 m³/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.

Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, et constitueront les dispositions spécifiques sécheresse sauf pour le niveau de crise sécheresse pour lequel c'est l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau et plaçant le bassin versant en niveau de crise qui définit les mesures à mettre en place.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de Oise-Aisne au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Constats :

Dans l'étude transmise par courrier du 15/01/2024, l'exploitant indique ne pas être soumis au plan d'action sécheresse au titre de l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement du fait d'une réduction de sa consommation de plus de 20 % depuis le 01/01/2018.

L'inspecteur a indiqué à l'exploitant que, indépendamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 précité, il convenait, en période de restriction d'usage de l'eau, de mettre en œuvre toute disposition permettant de réduire la consommation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Echéances

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2023, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Etude et plan d'actions

Prescription contrôlée :

L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté sont adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : Comme indiqué aux points de contrôle précédents, les documents ont été transmis par courrier du 15/01/2024.
Type de suites proposées : Sans suite